

République algérienne démocratique et populaire

Mission permanente de l'Algérie auprès de l'Office des Nations Unies
à Genève et des autres organisations internationales en Suisse

M.P.A.G./D.S. / n° 112 / 2022

Note verbale

La Mission permanente de la République algérienne démocratique et populaire auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres organisations internationales en Suisse présente ses compliments au Service des procédures spéciales du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Faisant suite à la note verbale datée du 27 décembre 2021, qui figure en annexe à la lettre conjointe de titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme portant la référence OL DZA 12/2021, la Mission permanente a l'honneur de transmettre une réponse complémentaire du Gouvernement algérien présentant ses observations et commentaires à propos de certains textes de loi dont il est question dans ladite lettre.

La Mission permanente de la République algérienne démocratique et populaire auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres organisations internationales en Suisse saisit cette occasion pour renouveler au Service des procédures spéciales du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme les assurances de sa très haute considération.

Genève, le 2 mars 2022

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

Service des procédures spéciales

Télécopieur : +41 22 917 9008

Courriel :

Ohchr-registry@un.org

rcortesao@ohchr.org

registry@un.org

République algérienne démocratique et populaire

Réponse complémentaire du Gouvernement algérien à la lettre conjointe de titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme portant la référence OL DZA 12/2021, dans laquelle le Gouvernement présente ses observations et commentaires à propos de certains textes de loi dont il est question dans ladite lettre

Genève, le 2 mars 2022

Réponse du Gouvernement algérien à la note verbale des rapporteurs spéciaux du Conseil des droits de l'homme

Les rapporteurs spéciaux ont fait des commentaires concernant :

- L'Ordonnance n° 21-08 modifiant et complétant l'Ordonnance n° 66-156 portant Code pénal ;
- Le Décret exécutif n° 21-384 fixant les modalités d'inscription et de radiation de la liste nationale des personnes et entités terroristes et des effets qui en découlent ;
- L'Ordonnance n° 21-09 relative à la protection des informations et des documents administratifs ;
- La loi n° 20-06 modifiant et complétant le Code pénal.

On trouvera ci-après les réponses à leurs observations.

I. L'Ordonnance n° 21-08 modifiant et complétant l'Ordonnance n° 66-156 portant Code pénal

Dans leur note verbale, les titulaires de mandat estiment que la définition du terrorisme qui figure dans le droit algérien (art. 87 *bis* du Code pénal) n'est pas conforme à la « définition modèle » de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, selon laquelle trois éléments essentiels doivent être réunis pour qu'une infraction soit qualifiée d'acte terroriste, à savoir :

- Les moyens utilisés doivent être mortels ;
- L'intention de l'acte doit être de susciter la peur au sein de la population ou de contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à faire ou à s'abstenir de faire quelque chose ;
- L'acte doit être commis au service d'un objectif idéologique.

Il est également indiqué dans la note verbale que la définition d'acte terroriste établie par l'article 87 *bis* du Code pénal ne correspond pas à celle figurant dans la résolution 1566 (2004) que le Conseil de sécurité a adoptée en octobre 2004.

Les titulaires de mandat critiquent également l'utilisation de termes généraux et ambigus dans l'article 87 *bis* du Code pénal, comme le terme « sabotage » et la formule « œuvrer ou inciter, par quelque moyen que ce soit, à accéder au pouvoir ou à changer le système de gouvernance par des moyens non constitutionnels ». Ils craignent que le manque de clarté et de précision dans l'utilisation des termes puisse avoir un effet nuisible sur les libertés d'expression, d'association et de réunion pacifique, compte tenu du contexte sociopolitique actuel de l'Algérie, et permette aux autorités en place de poursuivre pour terrorisme leurs opposants, des militants politiques et des défenseurs des droits de l'homme.

Pour répondre à ces commentaires sur la définition du terrorisme, il convient avant tout de se pencher sur la notion de terrorisme telle que l'ont définie l'ONU et certaines institutions régionales, à savoir l'Union européenne et la Ligue des États arabes, puis de confronter ces différentes définitions à la notion de terrorisme figurant dans le droit algérien et à la « définition modèle » de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste.

a) Au niveau de l'Organisation des Nations Unies

Il est intéressant de noter que l'ONU n'a pas établi de définition du terrorisme, mais plutôt énuméré les actes qui relèvent du terrorisme de par leur but ou leurs conséquences, et ce d'après la résolution 1566 (2004) du Conseil de sécurité, dans laquelle on peut lire que :

sont des actes terroristes « les actes criminels, notamment ceux dirigés contre des civils dans l'intention de causer la mort ou des blessures graves ou la prise d'otages dans le but de semer la terreur parmi la population, un groupe de personnes

ou chez des particuliers, d'intimider une population ou de contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir un acte ou à s'abstenir de le faire, qui sont visés et érigés en infractions dans les conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme, [et] ne sauraient en aucune circonstance être justifiés par des motifs de nature politique, philosophique, idéologique, raciale, ethnique, religieuse ou similaire [...] ».

Les infractions visées dans les conventions et protocoles internationaux sont celles énoncées dans la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, signée le 9 décembre 1999, la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, signée à La Haye en 1970, et la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, signée à Montréal en 1971.

Le Conseil de sécurité a ensuite adopté la résolution 1617 (2005), dans laquelle il lie le terrorisme à des actes commis par certains groupes, à savoir les Taliban, Al-Qaida et les entités et personnes qui leur sont associées, et qui peuvent menacer les intérêts vitaux d'un État ou d'un groupe d'États particulier ou constituer un danger pour la vie de leurs citoyens, dont :

- Le fait de participer au financement, à l'organisation, à la facilitation, à la préparation ou à l'exécution d'actes ou d'activités en association avec le réseau Al-Qaida ou les Taliban, sous leur nom ou pour leur compte, ou de les soutenir ;
- Le fait de recruter pour le compte des Taliban ou d'Al-Qaida, ou de soutenir de quelque manière des actes ou activités des Taliban, d'Al-Qaida ou de toute cellule ou émanation ;
- Le fait de fournir, de vendre ou de transférer des armes ou du matériel aux Taliban ou à Al-Qaida.

Par sa résolution 2368 (2017), le Conseil de sécurité a établi que ce qui s'appliquait à Al-Qaida et aux Taliban s'appliquait également au groupe terroriste Daech.

Enfin, dans sa résolution 1624 (2005), le Conseil de sécurité a appelé les États Membres de l'ONU à criminaliser l'incitation à commettre des actes terroristes et à prévenir une telle incitation.

b) Au niveau des organisations régionales

L'Union européenne

L'Union européenne n'a pas arrêté de définition du terrorisme ni n'a lié cette notion à certaines personnes ou à certains groupes comme l'a fait l'ONU. Elle s'est attachée à définir les actes terroristes sur la base des actes ou activités d'une personne, d'un groupe de personnes ou d'une entité particulière.

Les actes apparentés à du terrorisme par l'Union européenne sont exclusivement répertoriés dans la Position commune 2001/931 du 27 décembre 2001, dans laquelle les actes terroristes sont définis comme des actes intentionnels punis par le droit interne qui, par leur nature même ou du fait des circonstances dans lesquelles ils sont commis, peuvent nuire gravement à un pays ou à une organisation internationale, lorsqu'ils sont perpétrés dans l'intention de :

- Terroriser la population ;
- Contraindre illégalement des autorités publiques ou une organisation internationale à accomplir un acte ou à s'abstenir de le faire ;
- Déstabiliser dangereusement ou détruire les structures fondamentales politiques, constitutionnelles, économiques ou sociales d'un État ou d'une organisation internationale ;
- Porter atteinte à la vie des personnes d'une manière qui peut conduire à leur mort ;
- Porter gravement atteinte à l'intégrité physique des personnes ;

- Enlever des personnes ou les prendre en otages ;
- Causer la destruction massive d'équipements publics ou collectifs, d'un système de transport, d'une installation, y compris un système informatique, d'un lieu public ou d'une propriété privée, ce qui pourrait mettre en péril la vie des personnes ou entraîner des pertes économiques importantes ;
- Détourner des aéronefs, des navires ou des moyens de transport collectifs de personnes ou de marchandises ;
- Fabriquer, posséder, acquérir, transporter, fournir ou utiliser des armes à feu, des explosifs ou des armes nucléaires, biologiques ou chimiques, ou contribuer aux activités de recherche et développement liées aux armes biologiques ou chimiques ;
- Libérer des substances dangereuses ou provoquer des incendies, des inondations ou des explosions qui pourraient mettre en péril la vie des personnes ;
- Perturber ou interrompre l'approvisionnement en eau, en électricité ou en toute autre ressource naturelle fondamentale, ce qui pourrait mettre en péril la vie des personnes ;
- Diriger un groupe terroriste ;
- Participer aux activités d'un groupe terroriste, y compris par la fourniture de renseignements ou de moyens matériels ou par toute forme de financement, en sachant que cette participation contribue aux activités criminelles du groupe.

La Position commune définit également le groupe terroriste comme une association de plus de deux personnes agissant de façon concertée en vue de commettre des actes terroristes.

La Ligue des États arabes

Contrairement à l'ONU et à l'Union européenne, la Ligue des États arabes a arrêté une définition du terrorisme, qui est ainsi libellée : « Le terrorisme : Tout acte de violence ou de menace de violence quelles que soient ses motivations ou ses objectifs, exécuté pour réaliser un projet criminel individuel ou collectif et visant à semer la terreur parmi les populations en exposant leur vie, leur liberté ou leur sécurité au danger, ou à causer des dommages à l'environnement ou aux infrastructures et biens publics et privés et à les occuper ou en prendre possession ou à exposer l'une des ressources nationales au danger. ».

En outre, une liste des actes terroristes figure dans le document que le Conseil des ministres de l'intérieur des pays arabes a adopté en 2016 par sa résolution 745/2021, comme suit :

- Perpétrer ou tenter de perpétrer un acte, inciter quelqu'un à commettre une infraction à des fins terroristes, ou menacer ou planifier d'en commettre une, dans son propre pays ou dans tout pays étranger, en s'en prenant à l'État, à ses nationaux, à ses biens ou à ses intérêts, par quelque moyen que ce soit ;
- Contribuer, par quelque moyen que ce soit, à une infraction terroriste qui s'inscrit dans un projet criminel ;
- Diriger, commander, gérer, constituer, fonder ou financer toute entité terroriste, ou en devenir membre, en connaissance de cause ;
- Inciter quiconque, par quelque moyen que ce soit, à porter atteinte à des personnes, à les terroriser, ou à mettre en danger leur vie, leurs libertés ou leur sécurité, à causer des dommages à l'environnement ou aux infrastructures et biens publics et privés, à les occuper ou à en prendre possession, ou à exposer l'une des ressources nationales au danger ;
- Gérer une milice armée illégale ou s'y affilier ;
- Perpétrer tout acte qui relève du génocide, du nettoyage ethnique, confessionnel ou sectaire ou de la disparition forcée, y participer ou le faciliter ;

- Collecter, fournir ou transférer, par des moyens directs ou indirects, des fonds devant être totalement ou partiellement utilisés pour financer le terrorisme ;
- Participer au financement d’actes ou d’activités accomplis par une entité terroriste, en son nom, pour son compte ou pour la soutenir, ou mener des activités de planification, d’assistance ou de préparation pour une telle entité, en ayant connaissance de son caractère terroriste ;
- Posséder ou conserver des fonds destinés à financer le terrorisme, ou en gérer l’investissement, en connaissance de cause ;
- Fournir à une entité terroriste des armes, des équipements, des machines, des munitions ou toute matière interdite par la loi ;
- Mener des activités de recrutement ou faciliter le transfert de combattants au service d’une entité terroriste ;
- Soutenir les actes ou les activités d’une organisation terroriste, ou de toute cellule, filiale, émanation ou groupe dissident ;
- Participer illégalement aux combats dans les zones de conflit et les foyers de tension.

c) Au niveau national

Le législateur algérien n’a pas défini la notion de terrorisme, énumérant simplement les actes considérés comme terroristes, à l’article 87 *bis* du Code pénal. Ce dernier est ainsi libellé : « Est considéré comme acte terroriste ou sabotage, tout acte visant la sûreté de l’État, l’intégrité du territoire, la stabilité et le fonctionnement normal des institutions par toute action ayant pour objet de :

- Semer l’effroi au sein de la population et créer un climat d’insécurité, en portant atteinte moralement ou physiquement aux personnes ou en mettant en danger leur vie, leur liberté ou leur sécurité, ou en portant atteinte à leurs biens ;
- Entraver la circulation ou la liberté de mouvement sur les voies et occuper les places publiques par des attroupements ;
- Attenter aux symboles de la Nation et de la République et profaner les sépultures ;
- Porter atteinte aux moyens de communication et de transport, aux propriétés publiques et privées, d’en prendre possession ou de les occuper indûment ;
- Porter atteinte à l’environnement ou introduire dans l’atmosphère, sur le sol, dans le sous-sol ou dans les eaux y compris celles de la mer territoriale, une substance de nature à mettre en péril la santé de l’homme ou des animaux ou le milieu naturel ;
- Faire obstacle à l’action des autorités publiques ou au libre exercice de culte et des libertés publiques ainsi qu’au fonctionnement des établissements concourant au service public ;
- Faire obstacle au fonctionnement des institutions publiques ou porter atteinte à la vie ou aux biens de leurs agents, ou faire obstacle à l’application des lois et règlements ;
- Le détournement d’aéronefs, de navires, ou de tout autre moyen de transport ;
- La dégradation des installations de navigation aérienne, maritime ou terrestre ;
- La destruction ou la détérioration des moyens de communication ;
- La prise d’otages ;
- Les attentats avec utilisation d’explosifs ou de matières biologiques, chimiques, nucléaires ou radioactives ;
- Le financement d’un terroriste ou d’une organisation terroriste ;
- Œuvrer ou inciter, par quelque moyen que ce soit, à accéder au pouvoir ou à changer le système de gouvernance par des moyens non constitutionnels ;

- Porter atteinte à l'intégrité du territoire national ou d'inciter à le faire, par quelque moyen que ce soit. ».

Il apparaît donc que, hormis la Ligue des États arabes, qui a arrêté une définition du terrorisme et des actes terroristes, les organisations internationales et régionales se sont bornées à énumérer les actes considérés comme terroristes.

De même, selon la résolution 1566 (2004) du Conseil de sécurité, un acte peut être considéré comme terroriste même si les moyens utilisés ne sont pas nécessairement mortels, mais qu'ils peuvent causer des blessures graves ou la prise d'otages dans le but de semer la terreur parmi la population, un groupe de personnes ou chez des particuliers, d'intimider une population ou de contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir un acte ou à s'abstenir de le faire.

On constate également que, dans leurs observations, les rapporteurs spéciaux se sont fondés uniquement sur la résolution 1566 (2004) du Conseil de sécurité pour affirmer que les moyens utilisés devaient être mortels ; ils ont omis de se référer aux résolutions 1617 (2005) et 2368 (2017), dans lesquelles certains actes sont désignés comme terroristes sans qu'il soit exigé que les moyens employés soient nécessairement létaux, à savoir :

- Le fait de participer au financement, à l'organisation, à la facilitation, à la préparation ou à l'exécution d'actes ou d'activités en association avec le réseau Al-Qaida ou les Taliban, sous leur nom ou pour leur compte, ou de les soutenir ;
- Le fait de recruter pour le compte des Taliban ou d'Al-Qaida, ou de soutenir de quelque manière des actes ou activités des Taliban, d'Al-Qaida ou de toute cellule ou émanation ;
- Le fait de fournir, de vendre ou de transférer des armes ou du matériel aux Taliban ou à Al-Qaida.

Il est également énoncé dans ces deux résolutions que de tels actes ne sauraient en aucune circonstance être justifiés par des motifs de nature politique, philosophique, idéologique, raciale, ethnique, religieuse ou similaire.

On en conclut que le Conseil de sécurité n'a pas exigé que les moyens utilisés soient nécessairement mortels et, par la mention « ou similaire », a laissé la porte ouverte aux États s'agissant de déterminer les motifs des actes qui relèvent du terrorisme.

Il en va de même de l'Union européenne, puisque, au vu de la liste des actes considérés comme terroristes qui figure dans la Position commune mentionnée plus haut, il n'est pas nécessaire que les moyens utilisés soient mortels. Sont notamment cités dans cette liste les actes perpétrés dans l'intention de :

- Contraindre illégalement des autorités publiques ou une organisation internationale à accomplir un acte ou à s'abstenir de le faire ;
- Causer la destruction massive d'équipements publics ou collectifs, d'un système de transport, d'une installation, y compris un système informatique, d'un lieu public ou d'une propriété privée, ce qui pourrait mettre en péril la vie des personnes ou entraîner des pertes économiques importantes.

Il est à noter que l'Union européenne utilise deux expressions pour déterminer le but de l'acte terroriste, à savoir « qui pourrait mettre en péril la vie des personnes », et « entraîner des pertes économiques importantes ». Elle considère donc qu'un acte, pour être constitutif de terrorisme, peut ne pas entraîner de pertes humaines, mais seulement des pertes économiques importantes.

Elle n'exige pas non plus que l'acte ait une visée idéologique, puisqu'elle établit des critères plutôt liés au résultat de l'acte.

Il n'y a donc pas de discordance entre les résolutions du Conseil de sécurité et d'autres organisations régionales et les dispositions du droit algérien, que ce soit concernant le but ou le motif de l'acte terroriste ou concernant les moyens utilisés pour le commettre.

Pour ce qui est du but ou du motif, il est établi à l'article 87 *bis* du Code pénal algérien : « Est considéré comme acte terroriste ou sabotage, tout acte visant la sûreté de l'État, l'intégrité du territoire, la stabilité et le fonctionnement normal des institutions ». Cela ne va pas à l'encontre des résolutions 1617 (2005) et 2368 (2017) du Conseil de sécurité, qui disposent que de tels actes « ne sauraient en aucune circonstance être justifiés par des motifs de nature politique, philosophique, idéologique, raciale, ethnique, religieuse ou similaire » et qui laissent ainsi aux États la possibilité de déterminer les actes qu'ils considèrent comme terroristes. C'est ce qui permet à l'Algérie de qualifier de terroristes les actes visant la sûreté de l'État, l'intégrité du territoire, la stabilité et le fonctionnement normal des institutions, et à l'Union européenne de désigner comme terroristes les actes qui pourraient mettre en péril la vie des personnes ou entraîner des pertes économiques importantes.

Quant aux moyens utilisés, comme indiqué précédemment, le Conseil de sécurité a énuméré les actes considérés comme terroristes dans ses résolutions 1617 (2005) et 2368 (2017) et n'a pas exigé que les moyens employés soient létaux. Il en est de même de la Position commune de l'Union européenne. La législation algérienne ne sort donc pas du lot à cet égard.

Les rapporteurs du Conseil des droits de l'homme ont dit craindre que la modification récente de l'article 87 *bis* du Code pénal, et en particulier l'ajout de la formule « œuvrer ou inciter, par quelque moyen que ce soit, à accéder au pouvoir ou à changer le système de gouvernance par des moyens non constitutionnels », serve à engager des poursuites judiciaires contre les opposants et les militants politiques ou encore contre les défenseurs des droits de l'homme. Les autorités algériennes estiment que ces préoccupations sont injustifiées, car, justement, l'article mentionne comme condition le recours à des moyens non constitutionnels ; or l'opposition au pouvoir est un droit constitutionnel, de même que les activités politiques et celles de défense des droits de l'homme.

II. Le Décret exécutif n° 21-384 fixant les modalités d'inscription et de radiation de la liste nationale des personnes et entités terroristes et des effets qui en découlent

Les rapporteurs spéciaux du Conseil des droits de l'homme ont fait des commentaires au sujet de la composition de la commission de classification des personnes et entités terroristes instituée en application de l'article 87 *bis* 13 du Code pénal, ainsi que de l'absence de contrôle judiciaire ou parlementaire sur ses travaux. On peut répondre à ces observations en examinant la manière dont les commissions de ce type sont établies au niveau international.

Au niveau de l'Organisation des Nations Unies, tout État peut demander au Comité des sanctions créé par la résolution 1267 (1999) que le Conseil de sécurité a adoptée le 15 octobre 1999 d'inscrire toute personne ou entité sur la liste noire relative au terrorisme, en apportant la preuve qu'elle a commis l'un des actes visés par les résolutions 1617 (2005) et 2368 (2017).

L'Union européenne a mis en place un groupe de travail qui propose l'inscription de personnes et d'entités sur la liste noire relative au terrorisme, et le Conseil de l'Union prend des décisions sur la base de ses recommandations.

Pour être inscrite sur la liste de l'Union, une personne ou entité doit non seulement avoir perpétré l'un des actes visés par la Position commune mentionnée précédemment, mais aussi faire l'objet d'enquêtes préliminaires, de poursuites judiciaires ou d'une condamnation, et l'État à l'origine de la demande doit fournir des preuves crédibles.

Le législateur algérien a créé une commission chargée d'inscrire les personnes et entités terroristes sur la liste établie à cet effet. Pour y être inscrite, une personne ou entité doit avoir commis un acte visé par l'article 87 *bis* du Code pénal et faire l'objet d'enquêtes préliminaires, de poursuites judiciaires ou d'une condamnation.

Par conséquent, les conditions d'inscription sur la liste nationale des personnes et entités terroristes correspondent parfaitement à celles d'inscription sur la liste européenne et

ne sont pas incompatibles avec celles d'inscription sur la liste que le Conseil de sécurité a créée à cet égard.

Dans leur note verbale, les rapporteurs spéciaux ont également formulé des observations quant à la composition de la commission algérienne de classification des personnes et entités terroristes, en particulier sur l'absence de magistrats, de parlementaires et de défenseurs des droits de l'homme. Les autorités algériennes ont préféré ne pas intégrer ces personnes à la commission et, à l'instar de l'Union européenne et de nombreux États, n'y faire figurer que des acteurs ayant un lien direct avec la lutte antiterroriste. Par ailleurs, l'inscription sur la liste est soumise au contrôle judiciaire dans la mesure où la personne ou entité doit être visée par une enquête préliminaire, qui est supervisée par le Procureur de la République (un magistrat) conformément à l'article 36 du Code de procédure pénale, par des poursuites pénales ou par une condamnation (contrôle judiciaire préalable à l'inscription sur la liste). En outre, la décision de la commission peut faire l'objet d'un recours devant les juridictions administratives, sur le fondement de l'article 901 du Code de procédure civile et administrative (contrôle judiciaire postérieur à l'inscription sur la liste).

En ce qui concerne les conséquences de l'inscription sur la liste, qui sont principalement liées à la saisie des fonds et à la limitation de la liberté de circulation, le législateur algérien a tenu compte de la résolution 1373 (2001), que le Conseil de sécurité a adoptée le 28 septembre 2001 en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies et par laquelle il a obligé les États Membres à prendre de telles dispositions. Il convient de noter que ces mesures demeurent temporaires jusqu'à ce que la justice prononce une décision finale.

Il ressort de tout ce qui précède que la législation algérienne relative au terrorisme ne va pas à l'encontre des résolutions du Conseil de sécurité et, par conséquent, n'est pas incompatible avec les obligations internationales de l'Algérie en matière de droits de l'homme.

III. L'Ordonnance n° 21-09 relative à la protection des informations et des documents administratifs

En réponse aux observations des rapporteurs concernant le contexte dans lequel a été adoptée l'Ordonnance n° 21-09 relative à la protection des informations et des documents administratifs, les autorités algériennes confirment que le texte a été adopté de manière conforme à la Constitution. Il n'est pas nouveau que certains renseignements et documents soient classés confidentiels du fait de leurs implications pour la sécurité et les intérêts fondamentaux des États, et la législation nationale comportait déjà des dispositions relatives à certains aspects, liés notamment au secret de la défense nationale et au secret professionnel. Cependant, la confidentialité est plus que jamais un enjeu d'actualité, compte tenu de l'évolution sans précédent des moyens de communication, qui a entraîné une accélération de la circulation des informations et de leur manipulation, au détriment des personnes et des États, et la législation nationale n'était plus à même de faire face à toutes les formes de violation auxquelles sont exposés ces informations et documents.

Or il a été établi, ces dernières années, que des agents de la fonction publique avaient été à l'origine de la fuite d'informations qui ont été diffusées par les médias, la presse audiovisuelle et des sites Web d'information, et que les informations divulguées, dont certaines étaient de nature sensible, ont été déformées et sorties de leur contexte de sorte à nuire à l'Algérie et à ses institutions publiques.

Par conséquent, l'Ordonnance n° 21-09 n'est contraire à aucune obligation internationale de l'Algérie et ne porte atteinte à aucun des droits de l'homme.

IV. La loi n° 20-06 modifiant et complétant le Code pénal

La note contient également des remarques au sujet de la loi n° 20-06 modifiant et complétant le Code pénal. Les rapporteurs affirment que cette dernière criminalise certains actes et durcit les sanctions applicables à d'autres et que cela risque de porter atteinte à la

liberté d'expression et à la liberté d'association ; ils font référence aux articles 144, 144 *bis*, 196 *bis* et 95 *bis* du Code pénal.

En réponse à ces observations, rappelons que l'article 52 de la Constitution dispose que la liberté d'expression est garantie, de même que les libertés de réunion et de manifestations pacifiques, qui s'exercent sur simple déclaration et dans les conditions et selon les modalités fixées par la loi.

Comme les constitutions des autres pays du monde et conformément à toutes les conventions internationales relatives aux droits de l'homme que l'Algérie a ratifiées, la Constitution algérienne autorise l'imposition de conditions à l'exercice de certains droits et libertés, dont la liberté d'expression et la liberté d'association. C'est pourquoi l'article 34 de la Constitution prévoit que les dispositions constitutionnelles ayant trait aux droits et aux libertés publics s'imposent à l'ensemble des pouvoirs et institutions publics et que ces droits et libertés ne peuvent être restreints que par la loi et pour des motifs liés au maintien de l'ordre public, de la sécurité et de la protection des constantes nationales, ainsi que pour ceux nécessaires à la sauvegarde d'autres droits et libertés protégés par la Constitution.

Les dispositions de cet article sont conformes à celles de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui reconnaît la liberté d'expression et d'opinion et la soumet à certaines restrictions nécessaires au respect des droits ou de la réputation d'autrui, ainsi qu'à la sauvegarde de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la santé et de la moralité publiques.

La loi n° 20-06 modifiant et complétant le Code pénal s'inscrit dans cette optique et répond à la nécessité d'actualisation constante de la législation pénale. Elle vise à adapter le Code pénal aux transformations que connaît l'Algérie, pour faire face aux nouvelles formes de criminalité qui en résultent, en proposant de criminaliser certains actes qui se sont fortement multipliés ces dernières années et qui menacent la sécurité et la stabilité du pays.

C'est là l'objet des articles du Code visés par les commentaires figurant dans la note verbale. Enfin, il est injustifié de dire que ces articles sont formulés en termes vagues et généraux, puisque les notions auxquelles il y est fait référence sont connues des juges algériens, qui sont capables de les interpréter d'une manière qui garantisse les libertés et les droits individuels énoncés dans la Constitution et dans les conventions internationales ratifiées par l'Algérie.

Les autorités algériennes restent disposées à fournir tout renseignement complémentaire à ce sujet.



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Mission Permanente d'Algérie
auprès de l'Office des Nations Unies
à Genève et des Organisations
Internationales en Suisse

البعثة الدائمة للجزائر
لدى مكتب الأمم المتحدة بجنيف
والمنظمات الدولية بسويسرا

ب د ج ج / د ش / رقم / 112 / 2022

مذكرة شفوية

تهدي البعثة الدائمة للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية لدى مكتب الأمم المتحدة في جنيف والمنظمات الدولية في سويسرا تحياتها إلى مكتب المفوضية السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان، قسم الإجراءات الخاصة، ورداً على مذكرتها الشفوية المؤرخة في 27 ديسمبر 2021، والمرفقة بالرسالة المشتركة الواردة من أصحاب الولايات في إطار الإجراءات الخاصة لمجلس حقوق الإنسان، ذات المرجع: "OL DZA" 12/2021، تتشرف بإرسال رد تكميلي من الحكومة الجزائرية يوضح ملاحظاتها وتعليقاتها بخصوص بعض نصوص القانونية الواردة في متن هذه الرسالة.

تنهز البعثة الدائمة للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية لدى مكتب الأمم المتحدة في جنيف والمنظمات الدولية في سويسرا هذه الفرصة لتجدد لمكتب المفوضية السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان، قسم الإجراءات الخاصة، عن أسمى آيات التقدير.

جنيف، 02 مارس 2022



مكتب المفوضية السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان

قسم الإجراءات الخاصة

فاكس: +41 22 917 9008

البريد الإلكتروني :

ohchr-registry@un.org

rcortesao@ohchr.org

registry@un.org



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

رد تكميلي للحكومة الجزائرية على الرسالة المشتركة الواردة من أصحاب الولايات
في إطار الإجراءات الخاصة لمجلس حقوق الانسان، ذات المرجع :
"OL DZA 12/2021" والذي يوضح ملاحظاتها وتعليقاتها بخصوص بعض
نصوص القانونية الواردة في متن هذه الرسالة.

جنيف، 02 مارس 2022

رد الحكومة الجزائرية على مذكرة المقرررين الخاصين التابعين لمجلس حقوق الإنسان

المقرررين الأميميين أبدووا ملاحظات فيما يخص:

- الأمر رقم 08-21 المعدل والمتمم للأمر رقم 66-156 المتعلق بقانون العقوبات؛
- المرسوم التنفيذي رقم 21-384 المتعلق بكيفيات التسجيل في القائمة الوطنية للأشخاص والكيانات الإرهابية والشطب منها والآثار المترتبة على ذلك؛
- الأمر رقم 21-09 المتعلق بحماية المعلومات والوثائق الإدارية؛
- القانون رقم 20-06 المعدل والمتمم لقانون العقوبات.

الرد على هذه الملاحظات يكون كما يلي:

أولاً: الأمر رقم 21-08 المعدل والمتمم للأمر رقم 66-156 المتعلق بقانون العقوبات

ما تعيبه المذكرة على تعريف الإرهاب في القانون الجزائري(المادة 87 مكرر من قانون العقوبات) هو عدم تناسبه مع "التعريف النموذج" الذي أعدته المقررة الخاصة حول ترقية وحماية حقوق الإنسان والحريات الأساسية أثناء محاربة الإرهاب، الذي يشترط توفر ثلاثة عناصر أساسية في الجريمة الإرهابية وهي:

- أن تكون الوسائل المستعملة قاتلة؛
- أن تكون النية من الفعل هي زرع الرعب في أوساط السكان، أو إرغام حكومة أو منظمة دولية للقيام بعمل ما أو الامتناع عن القيام به،
- أن يكون الغرض من الفعل هو تحقيق هدف إيديولوجي.

المذكرة اعتبرت أيضا أن التعريف الوارد في المادة 87 مكرر من قانون العقوبات لا يتطابق مع قرار مجلس الأمن رقم 1566 الصادر في أكتوبر 2004 الذي عرف الأعمال الإرهابية.

كما أعابت المذكرة على استعمال المادة 87 مكرر من قانون العقوبات لمصطلحات عامة وغامضة، منها مصطلح "الأعمال التخريبية" وعبارة "السعي بأي وسيلة للوصول إلى السلطة أو تغيير نظام الحكم بغير الطرق الدستورية أو التحريض على ذلك". واعتبرت أن من شأن هذا الغموض وعدم الدقة في استعمال المصطلحات أن يكون له أثر سلبي على حرية التعبير وحرية إنشاء الجمعيات والتجمعات السلمية بالنظر إلى الوضع الاجتماعي والسياسي الذي تعيشه الجزائر حاليا، ويتيح للسلطات القائمة بمتابعة معارضيتها والنشطاء السياسيين وفي مجال حقوق الإنسان بتهم إرهابية.

للرد على ما جاء في هذه المذكرة حول موضوع تعريف الإرهاب، ينبغي التطرق في البداية إلى مفهوم الإرهاب كما عرفته الأمم المتحدة، وبعض المؤسسات الإقليمية وعلى وجه الخصوص الإتحاد الأوروبي والجامعة العربية، ثم مقارنة مختلف هذه المفاهيم مع مفهوم الإرهاب في القانون الجزائري، ومع "التعريف النموذج" الذي أعدته المقررة الخاصة حول ترقية وحماية حقوق الإنسان والحريات الأساسية أثناء محاربة الإرهاب.

أ- على مستوى الأمم المتحدة:

الملاحظ أن الأمم المتحدة لم تعط تعريفا للإرهاب، وإنما عدت الأفعال التي تعد إرهابا بسبب الهدف منها أو الآثار المترتبة على ارتكابها، وذلك بموجب القرار رقم 1566 (2004) الصادر عن مجلس الأمن الدولي الذي حدد ما يعد عملا إرهابيا فيما يلي:

الأعمال الإرهابية هي " الأعمال الإجرامية بما في ذلك تلك التي ترتكب ضد مدنيين بقصد القتل أو إلحاق إصابات جسمانية خطيرة أو أخذ الرهائن بغرض إشاعة حالة من الرعب بين عامة الجمهور أو جماعة من الأشخاص أو أشخاص معينين أو لتخويف جماعة من السكان أو إرغام حكومة أو منظمة دولية على القيام بعمل ما أو عدم القيام به ، والتي تشكل جرائم في نطاق الاتفاقيات والبروتوكولات الدولية ذات الصلة بالإرهاب ووفقا للتعريف الوارد فيها، و لا يمكن تحت أي ظرف من الظروف تبريرها بأي اعتبارات ذات طابع سياسي أو فلسفي أو عقائدي أو عنصري أو عرقي أو ديني أو أي طابع آخر من هذا القبيل...".

المقصود بالجرائم الواردة في الاتفاقيات والبروتوكولات الدولية، الجرائم المقررة في الاتفاقية الدولية لقمع تمويل الإرهاب الموقعة في 1999/12/9 و اتفاقية قمع الاستيلاء غير المشروع على الطائرات الموقعة في لاهاي سنة 1970، و اتفاقية قمع جرائم الاعتداء على سلامة الطيران المدني الموقعة في مونتريال سنة 1971.

تبع ذلك صدور القرار رقم 1617 (سنة 2005) عن نفس المجلس ربط فيه الإرهاب ببعض الأفعال التي ترتكبها مجموعات معينة وهي طالبان و القاعدة والكيانات والأشخاص المرتبطين بهذه الجماعات، ويكون من شأن هذه الأفعال تهديد المصالح الحيوية لدولة معينة أو مجموعة من الدول أو تشكل خطرا على حياة مواطنيها، وتتمثل هذه الأفعال فيما يلي:

- المساهمة في تمويل، تنظيم، تسهيل، إعداد أو تنفيذ أفعال أو نشاطات مرتبطة بطالبان أو القاعدة بالتعاون مع إحدى هذه المجموعات، باسمها أو لحسابها أو من خلال تشجيع ارتكابها،
- تجنيد أشخاص لحساب طالبان، أو القاعدة أو تشجيع بأية طريقة كانت، أفعال أو نشاطات طالبان أو القاعدة أو أية خلية أو مجموعة منشقة عنهما،
- تمويل، بيع أو تحويل أسلحة أو عتاد لطالبان أو القاعدة.

بموجب قراره رقم 2368 (2017)، أقر مجلس الأمن الدولي أن ما يطبق على جماعتي القاعدة وطالبان يطبق أيضا على الجماعة الإرهابية المسماة " داعش".

للإشارة أيضا، فإن مجلس الأمن الدولي في قراره رقم 1624 (2005)، دعا الدول الأعضاء في الأمم المتحدة إلى تجريم التحريض على الأعمال الإرهابية والوقاية منها.

ب- على مستوى المنظمات الجهوية:

- الإتحاد الأوروبي:

لم يعط الإتحاد الأوروبي تعريفا للإرهاب كما لم يربطه بأشخاص أو مجموعات معينة كما فعلت الأمم المتحدة، بل عمد إلى تعريف الفعل الإرهابي من خلال الأفعال أو النشاطات التي يقوم بها شخص أو مجموعة أشخاص أو كيان معين.

أورد الإتحاد الأوروبي الأفعال التي تعد من قبيل الإرهاب، على سبيل الحصر، في الوثيقة التي سماها الموقف المشترك التي تحمل رقم 2001/931 المؤرخة في 2001/12/27 والتي عرفت الفعل الإرهابي بأنه "كل الأفعال العمدية التالية والتي يعاقب عليها القانون الداخلي، والتي بطبيعتها أو نظرا للظروف التي ارتكبت فيها يمكن أن تمس بشكل خطير دولة ما، أو منظمة دولية، عندما ترتكب بغرض

- بث الرعب في أوساط السكان،
- إرغام السلطات العمومية أو منظمة دولية، بشكل غير مشروع، على القيام بعمل أو الامتناع عن القيام بعمل ما،
- المساس بشكل خطير باستقرار أو هدم أسس المؤسسات السياسية، الدستورية، الاقتصادية أو الاجتماعية لدولة ما أو لمنظمة دولية:
- المساس بحياة الأشخاص بالشكل الذي يمكن أن يؤدي إلى وفاتهم،
- المساس الخطير بالسلامة الجسدية للأشخاص،
- الاختطاف واختطاف الرهائن،
- التسبب في تحطيم هام لتجهيزات حكومية أو عمومية، لنظام النقل، للتجهيزات بما فيها تجهيزات الإعلام الآلي، لمكان عمومي أو لملكية خاصة والذي من شأنه تعريض حياة الناس للخطر أو التسبب في خسائر اقتصادية هامة.
- تحويل الطائرات، السفن أو وسائل النقل الجماعية أو نقل البضائع.
- الإنتاج، الملكية، الحيازة، النقل، التموين أو استعمال الأسلحة النارية، المتفجرات، الأسلحة النووية، البيولوجية أو الكيماوية وبحث وتطوير الأسلحة البيولوجية أو الكيماوية
- تسريب مواد خطيرة، أو التسبب في حرائق، فيضانات أو انفجارات والتي من شأنها أن تعرض حياة الناس للخطر،
- التسبب في اضطرابات التموين بالمياه أو الكهرباء أو أي مورد طبيعي أساسي آخر أو التسبب في انقطاعه والذي من شأنه تعريض حياة الناس للخطر،
- قيادة مجموعة إرهابية،
- المشاركة في أنشطة لجماعة إرهابية، بما فيها تمكينها من المعلومات أو الوسائل المادية أو أي شكل من أشكال التمويل مع العلم بأن هذه المشاركة ستساهم في الأنشطة الإجرامية لهذه الجماعة.

كما عرفت هذه الوثيقة مفهوم الجماعة الإرهابية: "يقصد بالجماعة الإرهابية، كل جمعية تتكون من أكثر من شخصين، وتعمل بشكل متفق عليه لارتكاب أفعال إرهابية".

على خلاف الأمم المتحدة والاتحاد الأوروبي، عمدت جامعة الدول العربية إلى تعريف الإرهاب.

كما يلي: " الإرهاب هو كل فعل من أفعال العنف أو التهديد به أيا كانت بواعثه أو أغراضه يقع تنفيذًا لمشروع إجرامي فردي أو جماعي ويهدف إلى إلقاء الرعب بين الناس أو ترويعهم بإيذائهم أو تعريض حياتهم أو حريتهم أو أمنهم للخطر، أو إلحاق الضرر بالبيئة أو بأحد المرافق أو الأملاك العامة أو الخاصة، أو احتلالها أو الاستيلاء عليها أو تعريض أحد الموارد الوطنية للخطر".

كما قامت بحصر الأفعال الإرهابية في الوثيقة التي أقرها مجلس وزراء الداخلية العرب بموجب قراره رقم 2021/745 خلال سنة 2016 فيما يلي:

- ارتكاب أو الشروع في ارتكاب فعل أو التحريض أو التهديد أو التخطيط في الداخل أو الخارج لأي جريمة تنفيذًا لغرض إرهابي في أي من الدول أو على رعاياها أو ممتلكاتها أو مصالحها بأي وسيلة كانت،
- المساهمة بأي وسيلة كانت في جريمة إرهابية في إطار مشروع إجرامي،
- قيادة أو زعامة أو إدارة أو إنشاء أو تأسيس أو تمويل أو الاشتراك في عضوية أي من الكيانات الإرهابية مع علمه بذلك،
- الدعوة بأي وسيلة إلى إيذاء الأفراد أو إلقاء الرعب بينهم أو تعريض حياتهم أو حرياتهم أو أمنهم للخطر أو إلحاق الضرر بالبيئة أو بأحد المرافق أو الأملاك العامة أو الخاصة، أو احتلالها أو الاستيلاء عليها أو تعريض أحد الموارد الوطنية للخطر،
- إدارة أو الانتماء لمليشيا مسلحة غير مشروعة،
- ممارسة أو الاشتراك أو تسهيل أي عمل من أعمال الإبادة الجماعية أو التطهير العرقي أو المذهبي أو الطائفي أو الإخفاء القسري،
- جمع أو تقديم أو نقل الأموال بوسيلة مباشرة أو غير مباشرة لاستخدامها كليًا أو جزئيًا لتمويل الإرهاب،
- المشاركة في تمويل أعمال أو أنشطة يقوم بها كيان إرهابي أو باسمه أو نيابة عنه أو دعمًا له أو التخطيط له و تقديم المساعدة له أو الإعداد له، مع علمه بطبيعة الكيان،
- حيازة أو حفظ أو إدارة استثمار الأموال المعدة لتمويل الإرهاب مع العلم بذلك،
- توريد الأسلحة والمعدات والآليات والذخائر وسائر المواد المحظورة قانونًا إل أي كيان إرهابي،
- القيام بأعمال التجنيد وتسهيل نقل المقاتلين لصالح كيان إرهابي،
- دعم الأعمال أو الأنشطة التي يقوم بها تنظيم إرهابي أو أي خلية أو عضو منتسب إليها أو فيصل تابع لها أو جماعة متفرعة عنها،
- المشاركة غير المشروعة في القتال الدائر في مناطق الصراع وبؤر التوتر.

ج- على المستوى الوطني:

لم يعرف المشرع الجزائري مفهوم الإرهاب، واكتفى بتعداد الأفعال التي تعد إرهابًا في نص المادة 87 مكرر من قانون العقوبات التي تنص "يعتبر فعلاً إرهابياً أو تخريبياً، في مفهوم هذا الأمر، كل فعل يستهدف أمن الدولة والوحدة الوطنية والسلامة الترابية واستقرار المؤسسات وسيرها العادي عن طريق أي عمل غرضه ما يأتي:

- بث الرعب في أوساط السكان وخلق جو انعدام الأمن من خلال الاعتداء المعنوي أو الجسدي على الأشخاص أو تعريض حياتهم أو حريتهم أو أمنهم للخطر أو المس بممتلكاتهم.
- عرقلة حركة المرور أو حرية التنقل في الطريق والتجمهر أو الاعتصام في الساحات العمومية،
- الاعتداء على رموز الأمة والجمهورية ونيش أو تدنيس القبور،

- الاعتداء على وسائل المواصلات والنقل والملكيات العمومية والخاصة و الاستحواذ عليها أو احتلالها دون مسوغ قانوني،
- الاعتداء على المحيط أو إدخال مادة أو تسريبها في الجو أو في باطن الأرض أو إلقاؤها عليها أو في المياه بما فيها المياه الإقليمية من شأنها جعل صحة الإنسان أو الحيوان أو البيئة الطبيعية في خطر،
- عرقلة عمل السلطات العمومية أو حرية ممارسة العبادة والحريات العامة وسير المؤسسات المساعدة للمرفق العام،
- عرقلة سير المؤسسات العمومية أو الاعتداء على حياة أعوانها أو ممتلكاتهم أو عرقلة تطبيق القوانين والتنظيمات،
- تحويل الطائرات أو السفن أو أي وسيلة أخرى من وسائل النقل،
- إتلاف منشآت الملاحة الجوية أو البحرية أو البرية،
- تخريب أو إتلاف وسائل الاتصال،
- احتجاز الرهائن،
- الاعتداء باستعمال المتفجرات أو المواد البيولوجية أو الكيماوية أو النووية أو المشعة،
- تمويل إرهابي أو منظمة إرهابية.
- السعي بأي وسيلة للوصول إلى السلطة أو تغيير نظام الحكم بغير الطرق الدستورية أو التحريض على ذلك.
- المساس بأي وسيلة بالسلامة الترابية أو التحريض على ذلك.

يستخلص مما سبق، أنه ما عدا جامعة الدول العربية التي أعطت تعريفا للإرهاب وللأفعال التي تعد إرهابا، فإن باقي المنظمات الدولية والإقليمية اكتفت بذكر الأفعال التي تعد إرهابا.

كما يستخلص من قرار مجلس الأمن رقم 1566 أنه لا يشترط أن تكون الوسيلة المستعملة، حصرا، قاتلة، بل يمكن أن تلحق إصابات جسمانية خطيرة أو أخذ الرهائن بغرض إشاعة حالة من الرعب بين عامة الجمهور أو جماعة من الأشخاص أو أشخاص معينين أو لتخويف جماعة من السكان أو إرغام حكومة أو منظمة دولية على القيام بعمل ما أو عدم القيام به.

لوحظ أيضا، أن توصيات المقررين الخاصين اكتفى بالاستناد إلى القرار 1566 للقول بأن الوسيلة المستعملة يجب أن تكون قاتلة دون الإشارة إلى قرار مجلس الأمن رقم 1617 (سنة 2005) و 2368 (سنة 2017) الذين صنفا بعض الأفعال بأنها إرهابية، ولا يشترط في ذلك أن تكون الوسيلة المستعملة بالضرورة قاتلة، وتتمثل هذه الأفعال فيما يلي:

- المساهمة في تمويل، تنظيم، تسهيل، إعداد أو تنفيذ أفعال أو نشاطات مرتبطة بطالبان أو القاعدة بالتعاون مع إحدى هذه المجموعات، باسمها أو لحسابها أو من خلال تشجيع ارتكابها،
- تجنيد أشخاص لحساب طالبان، أو القاعدة أو تشجيع باية طريقة كانت، أفعال أو نشاطات طالبان أو القاعدة أو أية خلية أو مجموعة منشقة عنهما،
- تمويل، بيع أو تحويل أسلحة أو عتاد لطالبان أو القاعدة.

نص نفس القرارين على أنه لا يمكن تحت أي ظرف من الظروف تبرير هذه الأفعال بأي اعتبارات ذات طابع سياسي أو فلسفي أو عقائدي أو عنصري أو عرقي أو ديني أو أي طابع آخر من هذا القبيل.

يستخلص من هذه التوصية أن مجلس الأمن لم يشترط أن تكون الوسيلة المستعملة بالضرورة قاتلة، كما ترك الباب مفتوحا للدول لتحديد الغرض من الأفعال التي تعد إرهابا باستعمال عبارة "...أو أي طابع آخر من هذا القبيل...".

الخلاصة نفسها تنطبق على التعريف الذي أعطاه الإتحاد الأوروبي، بموجب الموقف المشترك المشار إليه أعلاه، لما يعد فعلا إرهابيا، إذ يستخلص من تعداد الأفعال التي تعد إرهابا، أنه لم يشترط أن تكون الوسيلة المستعملة قاتلة. ومن هذه الأفعال ما يلي:

- إرغام السلطات العمومية أو منظمة دولية، بشكل غير مشروع، على القيام بعمل أو الامتناع عن القيام بعمل ما،

- التسبب في تحطيم هام لتجهيزات حكومية أو عمومية، لنظام النقل، للتجهيزات بما فيها تجهيزات الإعلام الآلي، لمكان عمومي أو لملكية خاصة والذي من شأنه تعريض حياة الناس للخطر أو التسبب في خسائر اقتصادية هامة.

يلاحظ أن الإتحاد الأوروبي استعمل عبارتين في تحديد الغرض من الفعل الإرهابي، الأولى "....من شأنه تعريض حياة الناس للخطر...."، والثانية ".....التسبب في خسائر اقتصادية هامة". وهو بذلك لا يشترط أن تكون نتيجة العمل إرهابي هو القتل وإنما يكفي أن يتسبب في خسائر اقتصادية هامة.

كما لم يشترط أن يكون الهدف من هذا الفعل إيديولوجيا، بل كان الشرط متعلقا بالنتيجة التي أدى إليها الفعل الإرهابي.

بمقارنة بما جاءت به قرارات مجلس الأمن و المنظمات الجهوية الأخرى حول موضوع الإرهاب مع ما نص عليه القانون الجزائري يتبين عدم وجود أي تناقض، لا من حيث الهدف أو الغرض من الفعل الإرهابي ولا من حيث الوسيلة المستعملة في ارتكابه.

فمن حيث الهدف أو الغرض، نص المشرع الجزائري في المادة 87 مكرر من قانون العقوبات على أنه "يعتبر فعلا إرهابيا أو تخريبيا، في مفهوم هذا الأمر، كل فعل يستهدف أمن الدولة والوحدة الوطنية والسلامة الترابية واستقرار المؤسسات وسيرها العادي"، وهو الهدف الذي لا يتناقض مع ما جاء ذلك في قراري مجلس الأمن رقم 1617 و 2368 حين نصا على أنه " لا يمكن تحت أي ظرف من الظروف تبرير هذه الأفعال بأي اعتبارات ذات طابع سياسي أو فلسفي أو عقائدي أو عنصري أو عرقي أو ديني أو أي طابع آخر من هذا القبيل"، وهو ما يعني أن مجلس الأمن ترك الباب مفتوحا للدول لتحديد الأفعال التي يمكن أن توصف على أنها أفعالا إرهابية، وهو ما يتيح للجزائر اعتبار الأفعال الماسة بأمن الدولة والوحدة الوطنية والسلامة الترابية واستقرار المؤسسات وسيرها العادي أفعالا إرهابية، في حين اعتبر الإتحاد الأوروبي أن الأفعال التي من شأنها تعريض حياة الناس للخطر أو التسبب في خسائر اقتصادية هامة إرهابا.

أما من حيث الوسيلة المستعملة، فقد تمت الإشارة سابقا إلى أن قراري مجلس الأمن رقم 1617 (سنة 2005) و 2368 (سنة 2017) عددا الأفعال التي تعد إرهابا ومنها ما لا يشترط أن تكون الوسائل المستعملة لارتكابها قاتلة وهو الأمر ذاته بالنسبة للموقف المشترك للإتحاد الأوروبي ، وعليه فإن التشريع الجزائري لا يعد شاذا في هذا المجال.

مقرري مجلس حقوق الإنسان أبدوا مخاوفهم من استعمال التعديل الأخير للمادة 87 مكرر من قانون العقوبات خاصة فيما يخص فعل " السعي بأي وسيلة للوصول إلى السلطة أو تغيير نظام الحكم بغير الطرق الدستورية أو التحريض على ذلك" كوسيلة لمباشرة المتابعات القضائية ضد المعارضين و النشطاء السياسيين أو العاملين في

مجال حقوق الإنسان، وعلى العكس من ذلك فإن السلطات الجزائرية تعتبر أن هذه المخاوف غير مبررة على اعتبار أن هذه المادة تشترط أن تكون الوسيلة المستعملة غير دستورية، في حين أن معارضة السلطة يعد حقا دستوريا والأمر ذاته بالنسبة للنشاط السياسي أو النشاط في مجال حقوق الإنسان.

ثانيا: فيما يخص المرسوم التنفيذي رقم 21-384 المتعلق بكيفيات التسجيل في القائمة الوطنية للأشخاص و الكيانات الإرهابية والشطب منها والآثار المترتبة على ذلك:

أبدى مقرر مجلس حقوق الإنسان ملاحظات تتعلق بتشكيلة لجنة تصنيف الأشخاص والكيانات الإرهابية المنشأة بموجب المادة 87 مكرر 13 من قانون العقوبات، وكذا بعدم وجود رقابة قضائية أو برلمانية على أعمالها، ويمكن الرد على هذه الملاحظات بالتطرق إلى كيفية إنشاء هذه اللجان على المستوى الدولي.

على مستوى الأمم المتحدة يمكن لأي دولة تقديم طلب للجنة العقوبات التي أنشئها مجلس الأمن بموجب قراره رقم 1267 المؤرخ في 15/10/1999 لإدراج أي شخص أو كيان في القائمة السوداء الخاصة بالإرهاب، مع تقديم ما يثبت ارتكابه أحد الأفعال المشار إليها في قرار مجلس الأمن رقم 1617 و 2368 .

أما الإتحاد الأوروبي، فقد أنشأ مجموعة عمل تقوم باقتراح إدراج أي شخص أو كيان في القائمة السوداء الخاصة بالإرهاب، ويرجع الفصل في هذه الاقتراحات لمجلس الإتحاد.

حتى يتم إدراج أي شخص أو كيان في هذه القائمة يجب، بالإضافة إلى ارتكابه أحد الأفعال المشار إليها في الموقف المشترك المشار إليه سابقا، أن يكون محل تحريات أولية أو متابعة قضائية أو أن يكون محكوما عليه بالإدانة، ويجب على الدولة التي تقدم طلبا بذلك أن تقدم أدلة ذات مصداقية.

أما المشرع الجزائري فقد قام بإنشاء لجنة تقوم بتسجيل الأشخاص و الكيانات الإرهابية في قائمة مخصصة لذلك ، واشترط ارتكاب أحد الأفعال المنصوص عليها في المادة 87 مكرر من قانون العقوبات، وأن يكون الشخص أو الكيان محل تحريات أولية أو متابعة قضائية أو أن يكون محكوما عليه بالإدانة.

وعليه، فإن شروط التسجيل في القائمة الوطنية للأشخاص و الكيانات الإرهابية متطابقة تماما مع شروط التسجيل في القائمة الأوروبية، ولا تتناقض مع التسجيل في القائمة التي أنشأها مجلس الأمن لهذا الغرض.

جاء في المذكرة أيضا ملاحظات حول تشكيلة اللجنة المذكورة خاصة خلوها من رجال القضاء أو البرلمانيين أو المدافعين على حقوق الإنسان، وردا على ذلك فإن السلطات الجزائرية ترى أنه من المستحسن عدم الزج بالمذكورين في المذكرة داخل اللجنة واكتفت، على غرار الإتحاد الأوروبي ودول أخرى كثيرة، بعضوية من لهم علاقة مباشرة بمحاربة الإرهاب هذا من جهة، و من جهة أخرى إخضاع التسجيل في القائمة إلى رقابة القضاء من خلال اشتراط وجود تحريات أولية يشرف عليها وكيل الجمهورية (قاضي) طبقا للمادة 36 من قانون الإجراءات الجزائية أو متابعة قضائية أو حكم بالإدانة (رقابة قضائية سابقة على التسجيل في القائمة)، وكذا إمكانية الطعن في قرار اللجنة أمام القضاء الإداري طبقا للمادة 901 من قانون الإجراءات المدنية والإدارية (رقابة لاحقة للتسجيل في القائمة).

أما بخصوص الآثار المترتبة على التسجيل في القائمة المتعلقة أساسا بالحجز على الأموال والحد من حرية التنقل فإن المشرع الجزائري أخذ بما جاء في قرار مجلس الأمن رقم 1373 المؤرخ في 28/09/2001 الذي

اتخذته وفقا للفصل السابع من ميثاق الأمم المتحدة وألزم بموجبه الدول الأعضاء باتخاذ مثل هذه الإجراءات. تجدر الإشارة إلى أن هذه الإجراءات تبقى مؤقتة إلى غاية الفصل النهائي من القضاء في مآلها.

تبعاً لكل ما سبق يتبين أن التشريع الجزائري الخاص بالإرهاب لا يتناقض مع قرارات مجلس الأمن حول الموضوع وبالنتيجة لا يتناقض مع التزامات الجزائر الدولية في مجال حقوق الإنسان.

ثالثاً: الأمر رقم 09-21 المتعلق بحماية المعلومات والوثائق الإدارية

رداً على ما تطرقت إليه المذكرة حول ظروف سن الأمر رقم 09-21 المتعلق بحماية المعلومات والوثائق الإدارية، فإن السلطات الجزائرية تؤكد أن ذلك تم وفقاً لما ينص عليه الدستور، مع الإشارة إلى أن تقرير سرية بعض المعلومات والوثائق بالنظر إلى أثارها على أمن الدول ومصالحها الأساسية، ليس أمراً جديداً، وقد تكفل التشريع الوطني ببعض جوانبه المرتبطة لاسيما بسر الدفاع الوطني وبالسر المهني، غير أن هذه السرية أصبحت اليوم أكثر من أي وقت مضى موضوع الساعة، بفعل التطور غير المسبوق لوسائل الاتصال التي سرعت تداول المعلومات والتلاعب بها إضراراً بالأشخاص وبالدول وبت التشريع الوطني عاجزاً على التصدي لجميع أشكال التعدي التي تطال هذه المعلومات والوثائق.

فلقد ثبت خلال السنوات الأخيرة، أن موظفين عموميين، كانوا مصدر تسريب معلومات أوردتها أجهزة إعلامية ووسائل سمعية بصرية أو مواقع إعلام الكترونية وأن المعلومات التي تم إفشاؤها، والتي كانت أحياناً ذات طابع حساس، تم تحريفها وإخراجها عن سياقها بغرض الإضرار بالجزائر ومؤسساتها العمومية.

وعليه، فإن الأمر 09-21 لا يتناقض مع أي من التزامات الجزائر الدولية ولا يمس بأي حق من حقوق الإنسان.

رابعاً: القانون رقم 06-20 المعدل والمتمم لقانون العقوبات

تضمنت المذكرة أيضاً ملاحظات حول القانون رقم 06-20 المعدل والمتمم لقانون العقوبات بدعوى تجريمه لبعض الأفعال و تشديد العقوبات لبعضها الآخر والتي من شأنها التأثير سلباً على حرية التعبير وحرية إنشاء الجمعيات، وخصت بالذكر المواد 144 و 144 مكرر و 196 مكرر و 95 مكرر.

للرد على هذه الملاحظات لا بد من الإشارة إلى أن المادة 52 من الدستور نصت على أن حرية التعبير مضمونة، وكذلك الأمر لحرية الاجتماع وحرية التظاهر السلمي اللتان تمارسان بمجرد التصريح بهما على أن يحدد القانون شروط و كفاءات ممارستهما.

كباقي دساتير دول العالم وتماشياً مع مجمل المواثيق الدولية ذات الصلة بحقوق الإنسان التي صادقت عليها الجزائر، أجاز الدستور الجزائري فرض بعض الشروط لممارسة بعض الحقوق والحريات ومنها حرية التعبير وحرية إنشاء الجمعيات، وضمن هذا الإطار نصت المادة 34 من الدستور على أن الأحكام الدستورية ذات الصلة بالحقوق والحريات العامة ملزمة لجميع السلطات والهيئات العمومية، وعلى أنه لا يمكن تقييد هذه الحقوق والحريات إلا بموجب القانون ولأسباب مرتبطة بحفظ النظام العام والأمن، وحماية الثوابت الوطنية وكذلك تلك الضرورية لحماية حقوق وحريات أخرى يكرسها الدستور.

إن أحكام هذه المادة تتطابق مع أحكام المادة 19 من نفس العهد الذي أقر حرية التعبير والرأي ووضع له قيودا تتعلق بضرورة عدم المساس بحقوق وشرف واعتبار الغير والحفاظ على الأمن الوطني والنظام العام والصحة العامة والآداب العامة.

من هذا المنظور يندرج القانون 06-20 الذي يعدل ويتمم قانون العقوبات الذي يدخل في إطار التحيين المستمر للقوانين الجزائرية، ويهدف إلى تكييف قانون العقوبات مع التحولات التي تعرفها بلادنا، قصد التكفل بالأشكال الجديدة للإجرام الناتجة عنها، ويقترح تجريم بعض الأفعال التي عرفت انتشارا كبيرا خلال السنوات الأخيرة والتي باتت تهدد الأمن والاستقرار في بلادنا.

وعليه فإن المواد محل الملاحظات الواردة في المذكرة تأتي في هذا السياق. أما القول أن صياغتها اتسمت بالعموم والغموض فهو غير مبرر لكون المفاهيم المستعملة في صياغة هذه المواد معروفة لدى القاضي الجزائري، وهو قادر على تفسيرها بالشكل الذي يضمن حريات وحقوق الأفراد التي أقرها الدستور والمواثيق الدولية التي صادقت عليها الجزائر.

تبقى السلطات الجزائرية على استعداد لتقديم أية معلومات إضافية حول هذا الموضوع.